

### Sentenze annotate

FRANCIA — COUR D'APPEL DE PARIS, 1<sup>re</sup> Ch. Civile; sentenza 22 settembre 1995 — Société Dubois et Vanderwalle c. Société Boots Frites B.V.

**Arbitrato internazionale - Termine per l'emanazione del lodo fissato dalle parti - Proroga ad opera degli arbitri - Ordine pubblico internazionale.**

*Il principio secondo il quale il termine fissato direttamente dalle parti per l'emanazione del lodo non può essere prorogato dagli arbitri tutela un'esigenza dell'ordine pubblico sia interno che internazionale, la cui violazione costituisce un motivo di rifiuto di riconoscimento ai sensi dell'art. 1502-5<sup>o</sup> NCPC. Gli arbitri, attribuendosi un potere che non gli spetta, non tengono conto delle esigenze dell'ordine pubblico internazionale.*

**CENNI DI FATTO.** — La controversia trae origine da un contratto di distribuzione esclusiva concluso il 27 maggio 1985 tra la società Boots Frites BV, con sede in Olanda, e la società Dubois & Vanderwalle, con sede in Francia, a Bobigny con il quale la prima società concedeva alla seconda il diritto esclusivo di vendere in Francia i prodotti alimentari da essa fabbricati.

Insorta la controversia la società olandese presenta domanda di arbitrato. Il tribunale arbitrale costituitosi in data 25 agosto 1992, con sentenza sottoscritta il 23 dicembre 1992 a Nicusse Tonge dall'arbitro designato dalla società olandese, il 5 gennaio 1993 a Breda dal Presidente ed il 7 gennaio 1993 dall'arbitro designato dalla società francese, condanna la società Dubois & Vanderwalle a versare alla Boots Frites BV la somma di FL 301.069,26.

La società francese interpone appello contro la ordinanza con la quale il giudice dell'esecuzione del Tribunal de grande instance di Bobigny ha dichiarato esecutivo il lodo, sostenendo, da un lato, l'incompetenza territoriale di tale giudice e, dall'altro, che il tribunale arbitrale avrebbe deciso sulla base di una convenzione non più in vigore.

**MOTIVI DELLA DECISIONE.** — (*Omissis*). — *Sur le grief tiré de ce que les arbitres ont statué sur convention expirée et méconnu les exigences de l'ordre public international:*

Considérant qu'aux termes de l'article 13, alinéa 5, du contrat de distribution exclusive du 21 mai 1985: « Le tribunal devra prononcer la sentence dans un dé-

France

lai de trois mois à dater du jour de sa constitution »; que sa sentence, datée des 23 décembre 1992 et 5 et 7 janvier 1993, a été rendue plus de trois mois après l'instruction orale du litige à laquelle il a procédé à Breda le 25 août 1992;

Considérant que Boots Frites réplique que l'article 13 ne contient qu'une instruction aux arbitres et ne comporte aucune sanction en cas de dépassement du délai de trois mois; qu'en second lieu, la loi néerlandaise qui régit l'arbitrage accorde expressément aux arbitres le droit de déterminer eux-mêmes le moment où ils prononceront leur sentence (article 1048 du Code de procédure civile néerlandais); qu'enfin, aucune des dispositions de la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères ne permet de refuser la reconnaissance et l'exécution de la sentence en question;

Mais considérant que le principe selon lequel le délai directement fixé par les parties, dans lequel, comme en l'espèce, les arbitres doivent accomplir leur mission, ne peut être prorogé par les arbitres eux-mêmes, traduit une exigence de l'ordre public aussi bien interne qu'international en ce qu'il est inhérent au caractère contractuel de l'arbitrage; que, dès lors, la violation de ce principe constitue un cas de refus d'exequatur prévu par l'article 1802-5 du nouveau Code de procédure civile, texte qui donne au juge le contrôle de l'ordre public à la fois de fond et de procédure; qu'en s'attribuant un pouvoir qui ne leur appartenait pas, les arbitres ont donc méconnu les exigences de l'ordre public international; qu'il convient, en conséquence, d'infirmar l'ordonnance déferée et de refuser l'exequatur de la sentence rendue aux Pays-Bas dans le litige opposant les sociétés Boots Frites BV et Dubois & Vanderwalle;

(Omissis).

FRANCIA — COUR D'APPEL DE PARIS, 1<sup>re</sup> Ch. Civile; sentenza 22 settembre 1995 — Société Dubois et Vanderwalle c. Société Boots Frites B.V.

Arbitrato internazionale - Luogo nel quale è stato reso il lodo arbitrale - Sede dell'arbitrato: presunzione - Sottoscrizione in luogo diverso: ininfluenza.

*Si presume che un lodo arbitrale sia stato reso nel paese sede dell'arbitrato, e la circostanza che uno degli arbitri l'abbia sottoscritto in un paese diverso è da sola ininfluenza.*

CENNI DI FATTO. — Per il fatto si rinvia alla sentenza precedente resa dalla medesima Corte d'Appello, tra le stesse parti, in relazione alla medesima controversia ma in sede di impugnazione dell'ordinanza che concede l'esecutorietà della sentenza arbitrale.

La presente sentenza decide invece del ricorso in annullamento presentato dalla Dubois & Vanderwalle nei confronti del lodo contestando la violazione dell'art. 1484-1<sup>o</sup> NCPC.

La società francese sostiene infatti che il lodo arbitrale impugnato, essendo stato sottoscritto a Versailles dall'arbitro da essa designato, può essere considerato come reso in Francia e quindi fare l'oggetto di un ricorso in annullamento.

MOTIVI DELLA DECISIONE. — (*Omissis*). — Considérant que Dubois ne peut pas sérieusement contester que l'arbitrage est international au sens de l'article 1492 du nouveau Code de procédure civile puisque l'opération économique considérée impliquait des mouvements de biens et des paiements à travers les frontières; qu'il s'ensuit que, par application de l'article 1504 du nouveau Code de procédure civile, la sentence ne peut faire l'objet d'un recours en annulation que si elle est rendue en France;

Considérant que la sentence arbitrale est présumée avoir été rendue dans le pays du siège de l'arbitrage, soit, en l'espèce, les Pays-Bas dès lors qu'en cas de désaccord le troisième arbitre aurait été désigné par un organisme néerlandais (le VAVI à la Haye), que l'audience s'est tenue à Breda et que les arbitres ont déposé leur sentence au greffe du tribunal de cette ville; qu'en l'état de ces éléments de fait, la circonstance invoquée par Dubois (signature de la sentence par son arbitre à Versailles) est à elle seule inopérante; que le recours en annulation ne peut donc qu'être déclaré irrecevable;

(*Omissis*).

FRANCIA — COUR D'APPEL DE PARIS, 1<sup>re</sup> Ch. Civile; sentence 11 gennaio 1996 — Société Algotherm c. Société DEP.

**Arbitrato interno - Regolamento arbitrale che prevede la possibilità di rendere il lodo in città diversa dalla sede dell'arbitrato. Rispetto della propria missione da parte degli arbitri.**

*Gli arbitri rispettano la loro missione rendendo il lodo in una città diversa dalla sede dell'arbitrato, qualora ciò sia conforme al regolamento arbitrale richiamato dalle parti per lo svolgimento della procedura arbitrale. Nessuna disposizione di legge determina o limita infatti la competenza territoriale degli arbitri né li obbliga a svolgere nello stesso luogo tutti gli atti relativi alla propria missione.*

CENSI DI FATTO. — Due società francesi, la Algotherm e la DEP, concludono due contratti aventi ad oggetto la diffusione e la distribuzione dei prodotti della prima società da parte della seconda.

La Algotherm risolve il contratto a causa del preteso inadempimento degli accordi da parte della DEP, la quale presenta domanda di arbitrato in forza della clausola compromissoria contenuta nei contratti principali.

Con sentenza del 27 dicembre 1993, resa a Parigi, il tribunale arbitrale accoglie le richieste della DEP.

La società Algotherm presenta ricorso in annullamento lamentando un eccesso di potere all'opera degli arbitri per aver reso il lodo a Parigi mentre la convenzione arbitrale prevedeva quale sede dell'arbitrato Rennes.

MOTIVI DELLA DECISIONE. — (*Omissis*). — Sur l'excès de pouvoir:

Considérant que l'article 6 du compromis d'arbitrage signé par les parties le 13 juillet 1993 dispose:

« le lieu de l'arbitrage est à Rennes. Les réunions auront lieu au Centre d'ar-

bitrage et de conciliation de la Cour d'appel de Rennes, Maison de l'avocat, 6, rue Hoche à Rennes, ou, en cas d'impossibilité, en un autre lieu à Rennes, fixé par les parties ».

Considérant qu'il est constant que si les séances d'arbitrage se sont bien tenues à Rennes, la sentence a, quant à elle, été rendue à Paris; que la société Algotherm soutient que ce faisant, les arbitres ont témoigné qu'ils entendaient « s'affranchir de toute règle » et commis un excès de pouvoir devant conduire à l'annulation de la sentence;

Mais considérant que l'article 7 du compromis d'arbitrage signé par les parties renvoie expressément pour ce qui concerne la procédure d'arbitrage au règlement du centre d'arbitrage et de conciliation du ressort de la Cour d'appel de Rennes et qu'il résulte *a contrario* des dispositions de l'article 31 de ce règlement qu'il est possible aux arbitres de rendre leur sentence ailleurs qu'à Rennes, celle-ci étant en toute hypothèse « réputée avoir été rendue à Rennes au siège du centre »;

Et considérant qu'aucune disposition légale ne détermine ni ne limite la compétence territoriale des tribunaux arbitraux ni ne les oblige à effectuer dans le même lieu tous les actes nécessaires à l'exécution de tous les chefs de leur mission;

Considérant que les arbitres n'ont donc pas outrepassé leur mission en rendant la sentence à Paris; qu'étant observé de surcroît que l'indication du lieu de la sentence n'est pas exigé à peine de nullité par l'article 1480 du nouveau Code de procédure civile, que la société Algotherm ne pouvait se méprendre sur la juridiction territorialement compétente pour connaître de son recours en annulation en l'état de l'article 31 du règlement du Centre d'arbitrage précité et qu'elle n'est pas recevable à se plaindre d'avoir elle-même choisi de placer son recours en annulation à Paris, ce premier moyen de nullité doit être déclaré mal fondé.

(*Omissis*).

#### Questioni in tema di proroga del termine per la pronuncia del lodo e di luogo di emanazione o sottoscrizione del lodo.

Le tre sentenze sopra pubblicate meritano un approfondimento poiché affrontano due problemi di grande rilievo nella pratica arbitrale: la possibilità per gli arbitri di prorogare il termine per l'emanazione del lodo; la determinazione del luogo in cui è reso il lodo arbitrale.

La Corte d'Appello di Parigi, con la prima delle due sentenze del 22 settembre 1995, resa tra la società francese Dubois e Vanderwalle e la società olandese Boots Frites BV, ha deciso sulla impugnazione (<sup>1</sup>) dell'ordi-

(<sup>1</sup>) In diritto francese, l'ordinanza che riconosce o rende esecutivo il lodo può essere impugnata, ai sensi dell'art. 1502 NCPC, nei seguenti casi:

« 1) *Si l'arbitre a statué sans convention d'arbitrage ou sur convention nulle ou expirée;*

2) *Si le tribunal a été irrégulièrement composé ou l'arbitre unique irrégulièrement désigné;*

3) *Si l'arbitre a statué sans se conformer à la mission qui lui avait été conférée;*

nanza resa dal giudice dell'esecuzione del *Tribunal de grande instance* di Bobigny che aveva dichiarato esecutivo in Francia il lodo arbitrale con il quale la prima società era stata condannata a pagare alla seconda la somma di 301.069,24 fiorini olandesi. Tra le due società, legate da un contratto di distribuzione esclusiva contenente una clausola compromissoria, era infatti insorta una controversia per la cui soluzione la Boots Frites aveva dato inizio ad un procedimento arbitrale, che si era concluso con un lodo firmato il 23 dicembre 1992 e Nieuwe Tonge dall'arbitro designato dalla medesima società olandese, il 5 gennaio 1993 a Breda dal Presidente e il 7 gennaio 1993 a Versailles dall'arbitro designato dalla società francese.

La società Dubois, in sede di impugnazione lamentava, tra l'altro, che gli arbitri avevano deciso sulla base di una convenzione arbitrale non più valida, senza tener conto delle esigenze dell'ordine pubblico internazionale.

Nel contratto di distribuzione stipulato tra le parti si era previsto infatti, che il Tribunale arbitrale avrebbe dovuto emanare il lodo entro tre mesi dalla data della sua costituzione. Tale termine non era stato rispettato.

La società olandese replicava che tale termine non era perentorio, che la legge olandese, regolatrice della procedura, prevedeva espressamente il potere degli arbitri di determinare il momento in cui pronunciare il lodo e che comunque, nessuna delle disposizioni della Convenzione di New York del 1958 (\*) consente di rifiutare il riconoscimento di un lodo per questi motivi.

La Corte d'Appello di Parigi, sottolineando la natura contrattuale dell'arbitrato, ha invece attribuito rilevanza preminente alla volontà delle parti, affermando che il principio secondo cui il termine fissato dalle parti per la emanazione del lodo non può essere prorogato autonomamente dagli arbitri, costituisce una esigenza dell'ordine pubblico sia interno che internazionale.

La Corte ha così ritenuto che gli arbitri, prorogando senza autorizza-

4) *Lorsque le principe de la contradiction n'a pas été respecté.*

5) *Si la reconnaissance ou l'exécution sont contraires à l'ordre public.*

Per approfondimenti sulla disciplina dell'arbitrato in Francia: ROBERT, *L'arbitrage - droit interne, droit international privé*, Paris, 1983; BERNARDINI, *L'arbitrato internazionale*, 1993, 34 ss.; BELLET ed MEZGER, *L'arbitrage international dans le nouveau code de procédure civile*, in *Revue critique de droit*, 1981, 611 ss.; FOUCAUD, *L'arbitrage internationale in France après le décret du 12 mai 1981*, in *Journal du droit international*, 1982, 374 ss.; DE BOISSÉON, *Le droit français de l'arbitrage interne et international*, Paris, 1990; DELAUMI, *International arbitration under French law*, in *The Arbitration Journal*, 1982, vol. 37, 38.

(\*) Sulla Convenzione di New York del 1958 per il riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze arbitrali straniere: VAN DEN BERG, *The New York Arbitration Convention of 1958*, The Hague, 1981; GAJA, *International Commercial Arbitration: The New York Convention*, New York, 1980; LUZZATTO, *L'arbitrato internazionale e i lodi stranieri nella nuova disciplina legislativa italiana*, in *Riv. dir. int. priv. proc.*, 1994, 257 ss.

zione il termine fissato dalle parti, hanno ignorato le esigenze dell'ordine pubblico internazionale.

3. Con la seconda sentenza del 22 settembre 1995 la Corte d'Appello di Parigi ha invece deciso sul ricorso in annullamento presentato dalla società Dubois nei confronti del medesimo lodo arbitrale.

La società francese ha impugnato il lodo lamentando anche in questo caso, ai sensi dell'art. 1484 l°NCPC (\*), che gli arbitri avevano deciso in assenza di convenzione arbitrale o sulla base di una convenzione nulla o comunque priva di effetti.

La società olandese ha eccepito l'irricevibilità del ricorso sostenendo che, in considerazione del suo carattere internazionale, l'arbitrato è disciplinato dagli articoli 1492 e seguenti NCPC, non essendo così possibile l'impugnazione del lodo ai sensi dell'art. 1484 NCPC (\*).

La Dubois ha invece replicato che il lodo arbitrale, anche se ha carattere internazionale, può essere oggetto di ricorso in annullamento quando è stato reso in Francia, come nel caso di specie, avendolo uno degli arbitri sottoscritto a Versailles.

La Corte di Appello di Parigi ha accolto l'eccezione di irricevibilità del ricorso affermando che, stante l'inscalfibile carattere internazionale dell'arbitrato in questione, il lodo arbitrale si presume reso nel paese della

(\*) L'art. 1484 NCPC recita:

Art. 1484 - *Lorsqu, suivant les distinctions faites à l'article 1482, les parties ont renoncé à l'appel, ou qu'elles ne se sont pas expressement réservées cette faculté dans la convention d'arbitrage, un recours en annulation de l'acte qualifié sentence arbitrale peut néanmoins être formé malgré toute stipulation contraire.*

Il n'est ouvert que dans les cas suivants:

- 1) *Si l'arbitre a statué sans convention d'arbitrage ou sur convention nulle ou expirée;*
- 2) *Si le tribunal arbitral a été irrégulièrement composé ou l'arbitre unique irrégulièrement désigné;*
- 3) *Si l'arbitre a statué sans se conformer à la mission qui lui avait été conférée;*
- 4) *Lorsque le principe de la contradiction n'a pas été respecté;*
- 5) *Dans tous les cas de nullité prévus à l'article 1480;*
- 6) *Si l'arbitre a violé une règle d'ordre public.*

(\*) Mentre l'impugnazione del lodo ai sensi dell'art. 1484 NCPC è consentita solo in caso di arbitrato interno, in caso di arbitrato internazionale si applicano gli artt. 1492 ss.

Nel caso di specie la società Dubois sosteneva che la sentenza era stata resa in Francia e che quindi era comunque possibile il ricorso in annullamento ai sensi dell'art. 1504 NCPC, che dispone:

Art. 1504 - *La sentence arbitrale rendue en France en matière d'arbitrage international peut faire l'objet d'un recours en annulation dans les cas prévus à l'article 1502.*

L'ordonnance qui accorde l'exécution de cette sentence n'est susceptible d'aucun recours. Toutefois, le recours en annulation emporte de plein droit, dans les limites de la saisine de la cour, recours contre l'ordonnance du juge de l'exécution ou dessaisissement de ce juge.

sede dell'arbitrato. Nel caso di specie in Olanda, poiché l'organismo designato per la nomina del terzo arbitro era olandese, l'udienza si era tenuta a Breda e gli arbitri avevano depositato il lodo presso la cancelleria del Tribunale sempre di Breda. La circostanza che uno degli arbitri avesse firmato il lodo in Francia era da sola inoperante.

4. La terza sentenza della Corte d'Appello di Parigi, dell'11 gennaio 1996, riguarda invece un arbitrato interno.

La Corte ha respinto un motivo di nullità di un ricorso in annullamento presentato nei confronti di un lodo reso in Francia tra due società francesi, in forza del quale si lamentava l'eccesso di potere degli arbitri poiché avevano reso la sentenza a Parigi invece che a Rennes, città sede dell'arbitrato. Secondo la ricorrente questa circostanza andava interpretata come manifestazione di volontà degli arbitri di svincolarsi da ogni regola.

La clausola arbitrale prevedeva infatti che la sede dell'arbitrato dovesse essere Rennes e che nella medesima città dovessero essere tenute le riunioni.

Il regolamento arbitrale cui le parti avevano rinvio per la disciplina del procedimento arbitrale prevedeva però che gli arbitri potevano rendere la sentenza anche in luogo diverso da Rennes e che, anche in questo caso, la sentenza si sarebbe considerata come resa a Rennes.

La Corte ha così ritenuto che gli arbitri non avevano oltrepassato i limiti della loro missione in assenza di disposizioni che li obbligavano a rendere la sentenza a Rennes, città sede dell'arbitrato.

5. La prima delle questioni che, come già rilevato, è stata affrontata dalla Corte d'Appello di Parigi consiste nello stabilire se gli arbitri possano prorogare, senza il consenso delle parti, il termine da queste fissato per l'emanazione del lodo.

Occorre in proposito ricordare che nel caso esaminato dai giudici francesi le parti avevano espressamente indicato il termine, entro il quale doveva essere reso il lodo, nel contratto contenente la clausola compromissoria.

Pertanto gli arbitri, decidendo dopo tale termine, non avevano rispettato la volontà esplicita delle parti.

È quindi agevolmente comprensibile nonché condivisibile la pronuncia della Corte parigina che ha rimproverato agli arbitri di aver violato i principi di ordine pubblico sia interno che internazionale<sup>(\*)</sup>.

(\*) Sull'ordine pubblico in materia di arbitrato: BERNARDINI, *L'arbitrato internazionale*, 2<sup>a</sup> ed., Milano, 1994; BERNINI, *L'arbitrato*, Bologna, 1993; RUBINO SAMMARITANO, *Il diritto dell'arbitrato (interno)*, Padova, 1994; BÖCKSTIGEL, *Public Policy and Arbitrability*, *Lex. Applicable Law in International Commercial Arbitration*, 533 e ss.; VAN DEN BERG, *The*

Con tale decisione <sup>(6)</sup> si sono, in primo luogo, confermati l'attenzione ed il rigore con cui i giudici francesi vigilano sul rispetto della volontà delle parti nell'ambito dell'arbitrato. La giurisprudenza francese ha infatti sempre tutelato il rispetto del volere delle parti in materia arbitrale e ciò soprattutto nel campo internazionale.

In secondo luogo si è ampliato l'elenco dei principi che ricadono nell'ambito dell'ordine pubblico e che quindi devono necessariamente essere rispettati nei giudizi arbitrali affinché il lodo sia suscettibile di riconoscimento o esecuzione.

Tale orientamento della Corte di Parigi costituisce in effetti la conferma di quello già affermato dalla Cassazione francese nel caso Degrémont <sup>(7)</sup>.

Anche in tale occasione la Suprema Corte aveva ritenuto che « ... le principe selon lequel le délai fixé par les parties, soit directement, soit par référence à un règlement d'arbitrage, et dans lequel les arbitres doivent accomplir leur mission, ne peut être prorogé par les arbitres eux-mêmes, traduit une exigence de l'ordre public aussi bien interne qu'international en ce qu'il est inhérent au caractère contractuel de l'arbitrage... ».

In entrambi i casi risulta evidente che la base di partenza che ha consentito di arrivare al detto principio è costituita dal carattere contrattuale dell'arbitrato. La giurisprudenza francese ha in sostanza ribadito definitivamente la natura contrattuale dell'arbitrato nel quale regna sovrana la volontà delle parti.

Il problema della durata della missione degli arbitri, in queste pronunce, è stato affrontato in fattispecie nelle quali le parti avevano espressamente indicato il termine per l'emanazione del lodo.

Nella prassi si possono però presentare situazioni differenti cui ben difficilmente si potrà applicare il medesimo principio stabilito nei casi Dubois e Degrémont.

Se le parti hanno fissato il termine, direttamente nella convenzione arbitrale o, indirettamente, per il tramite del richiamo di un regolamento arbitrale o di una legge di procedura nazionale, le medesime parti, o le disposizioni da esse richiamate, potranno prevedere poi la possibilità di una

---

*New York Convention of 1958*, cit., 360 ss.; KUNER, *The public policy exception to the enforcement of foreign arbitral awards*, in *J.I.A.*, 1990, 71 ss.

<sup>(6)</sup> Occorre rilevare che, nel caso di specie, l'impugnazione è stata accolta sulla base del n. 5 del citato art. 1502 NCPC e non sulla base, ad esempio, dei nn. 1 e 3 che potevano, in ipotesi, trovare applicazione.

<sup>(7)</sup> *Cour de Cassation* (1<sup>re</sup> ch. civile), 15 giugno 1994, *Communauté urbaine de Casablanca c/ société Degrémont*, pubblicata in *Rev. arb.*, 1995, n. 1, 88 e ss., con nota di GAILLARD e su *Rev. crit. de. internat. privé*, 1994, 680 e ss. con nota di COHEN.

proroga individuando il soggetto che la potrà disporre ed, eventualmente, ponendo dei limiti all'esercizio di tale potere (\*).

In tali casi non si pongono particolari problemi.

Dubbi invece possono nascere, ad esempio, qualora le parti conferiscano il potere di proroga agli arbitri senza però limitarne l'esercizio.

La durata del giudizio arbitrale dipenderebbe così dalla discrezionalità degli arbitri.

In tali casi una prima forma di garanzia può provenire dalla serietà e professionalità degli arbitri. Una ulteriore tutela può essere apportata poi dai principi di ordine pubblico, il cui rispetto dovrà essere garantito dal giudice nazionale o in sede di impugnazione o in sede di riconoscimento o esecuzione del lodo.

Occorrerebbe quindi verificare se il comportamento degli arbitri che senza giusti motivi proroghino di volta in volta l'arbitrato omettendo quindi di adempiere alla propria missione, violi tali principi.

La risposta affermativa sembra essere la più condivisibile, perché altrimenti non sarebbe rispettata la volontà delle parti che spesso decidono di ricorrere all'arbitrato anche per ottenere una decisione in tempi brevi o comunque ragionevoli (?).

Diverso è il caso in cui, invece le parti nulla dicono circa il termine entro il quale il lodo dovrà essere reso.

In tali casi occorrerà ricercare nel regolamento arbitrale o nella legge di procedura eventualmente applicabili il termine per l'emaneazione del lodo.

In Francia ci si è chiesti se il termine sia necessario anche per lo svolgimento di arbitrati commerciali internazionali.

In proposito la Cassazione ha ritenuto, nel caso *Sonidep* (10) che la legge francese non esige necessariamente che, in caso di arbitrato internazionale, il potere degli arbitri sia limitato temporalmente, non essendo quindi obbligatoria la previsione diretta o indiretta di un termine.

In linea generale però occorrerà individuare se nei vari ordinamenti di volta in volta applicabili sia considerata necessaria una totale previsione.

(\*) Ulteriori si possono porre se le parti indicano termini eccessivamente ristretti e talvolta non consentire agli arbitri di espletare il loro incarico. Talvolta infatti le parti fissano termini già nella clausola compromissoria e quindi senza sapere quali saranno le effettive caratteristiche della controversia e le eventuali esigenze istruttorie. Altrettanto problematica può essere l'individuazione della decorrenza del termine.

Sull'argomento: GALLARD cit. nota 7; COHEN cit. nota 7; GRANDJEAN, in *Rev. arb.*, 1995, n. 1, 39 e ss.; MURIEL and BOYD, 1982, 175 e ss.

(?) GRANDJEAN, cit. nota 8; TARZIA - LUZZATTO - RICCI, Legge 5 gennaio 1994, n. 5, Padova, 1995, 124.

(10) *Cour Cassation* (1 re Ch. civile) 15 giugno 1994, *Société SONIDEP c/ société Signiul*, in *Rev. arb.*, 1995, n. 1, 88 e ss. con nota GALLARD.

6. Quanto al problema dell'individuazione del luogo in cui il lodo arbitrale è stato reso le due sentenze commentate lo hanno risolto conformemente all'orientamento prevalente a livello internazionale.

La Corte d'Appello di Parigi ha infatti correttamente ritenuto che a tal fine si debba tener conto non del luogo dove è stato materialmente sottoscritto il lodo bensì della sede dell'arbitrato.

Si è così sostenuto che la sede va considerata come una nozione eminentemente giuridica che dipende dalla volontà delle parti, indipendentemente dal fatto che taluni atti o fasi del procedimento arbitrale si siano svolti in un luogo o in un altro <sup>(11)</sup>.

Non ci si può non trovare d'accordo con tale orientamento poiché privilegiando una concezione essenzialmente fattuale della sede si perverrebbe a conseguenze inaccettabili in quanto si farebbe in sostanza dipendere dalla volontà degli arbitri, e non delle parti, la possibilità di impugnare o meno il lodo, l'individuazione della giurisdizione competente e delle norme rilevanti per l'eventuale impugnazione ecc. <sup>(12)</sup>.

Basti in proposito considerare, a titolo di esempio, che ipotizzando una fattispecie in cui le parti con sede in Francia, o comunque non in Belgio, abbiano individuato come sede arbitrale Parigi e quindi, conseguentemente, la Corte d'Appello di tale città come competente a giudicare, sulla base della legge francese, dell'eventuale ricorso in annullamento, se l'arbitro unico sottoscrive invece il lodo a Bruxelles, sarebbe escluso ogni mezzo di impugnazione poiché così previsto dalla legge belga <sup>(13)</sup>.

Viceversa, nel caso in cui le parti, sempre con sede fuori dal Belgio, abbiano individuato la sede dell'arbitrato in Belgio, volendo così escludere l'impugnabilità del lodo, e gli arbitri invece lo sottoscrivano in un altro paese, secondo il cui ordinamento sia invece possibile l'impugnazione.

Seguendo questa tesi non si privilegierebbe, in realtà, la volontà delle parti ma si lascerebbe al caso una serie di conseguenze di enorme importanza per il lodo arbitrale. Spesso infatti il luogo di sottoscrizione materiale del lodo dipende da fattori contingenti che nulla hanno a che vedere con il procedimento arbitrale.

<sup>(11)</sup> In particolare sugli effetti della scelta della sede: SAMUEL, *The effect of the Place of Arbitration on the Enforcement of the Agreement to Arbitrate*, in *Arb. int.*, 1992, vol. 8, n. 1, 27 e ss.

<sup>(12)</sup> Sull'impugnazione dei lodi arbitrali: VAN DEN BERG, *Annulment of Awards in International Arbitration, in International Arbitration in the 21st century: Towards a Judicialization and Uniformity?*, 1994, 133 e ss.

<sup>(13)</sup> La legge 27 marzo 1985, relativa all'annullamento dei lodi, ha aggiunto un quarto paragrafo all'art. 1717 del codice giudiziario belga, prevedendo così che i giudici di tale paese possano decidere dell'annullamento di un lodo arbitrale solo se almeno una delle parti risiede (se persona fisica) o ha la propria sede, o almeno una succursale (se persona giuridica), in Belgio. Quindi, se entrambe le parti dell'arbitrato non sono belghe il lodo è impugnabile.

In proposito appare opportuno ricordare il noto caso Hiscox<sup>(14)</sup> ampiamente commentato in dottrina. La controversia insorgeva nell'ambito di un contratto di riassicurazione, disciplinato dalla legge inglese e contenente una clausola arbitrale che prevedeva un arbitrato da svolgersi a Londra, ad opera di due arbitri e dell'« umpire ». In realtà poi le parti convenivano di far decidere la controversia all'arbitro unico che, dopo avere tenuto le udienze a Londra, sottoscriveva il lodo a Parigi, essendosi nel frattempo trasferito nella capitale francese.

Ebbene, la parte soccombente si rivolgeva alla High Court per ottenere il « *leave to appeal* » nei confronti del lodo. L'altra parte eccepeva che il lodo, essendo stato fatto a Parigi, andava considerato un « *Convention award* » ai sensi della section 7 (1) dell'Arbitration Act del 1975<sup>(15)</sup> escludendo così la giurisdizione della High Court.

La High Court respingeva tale eccezione ritenendo invece che il lodo, indipendentemente dal luogo in cui era stato sottoscritto, doveva considerarsi reso nella sede dell'arbitrato e cioè a Londra.

La Court of Appeal, prima, e la House of Lords, poi, hanno rigettato ugualmente l'eccezione affermando però che il lodo è da considerarsi reso nel luogo in cui è stato materialmente sottoscritto e non nella sede dell'arbitrato.

La House of Lords, in particolare, ha ritenuto che « *A document is made when and where it is perfected. An award is perfected when it is signed* ».

Le Corti inglesi sono pervenute alla conclusione di ritenere comunque la giurisdizione dei giudici inglesi in merito alla impugnazione del lodo, pur considerandolo reso a Parigi, sulla base dell'Arbitration Act del 1975.

La Court of Appeal e la House of Lords hanno infatti considerato il lodo un « *Convention award* » ai sensi della section 7 (1) ed hanno ritenuto che sussistesse la giurisdizione delle Corti inglesi poiché l'Inghilterra era il paese secondo la cui legge il lodo era stato reso, così come previsto dalla section 5 (2) (f) del medesimo Arbitration Act<sup>(16)</sup>.

(14) Sentenza della *House of Lords*, del 24 luglio 1991, *Hiscox et Outhwaite*, pubbl. in *1 WLR*, 297 e ss. (1991) e in *Yearbook Commercial Arbitration*, 1992, 599 e ss. Tale pronuncia era stata preceduta da quella della *High Court* del 19 febbraio 1991 e della *Court of Appeal*, pubbl. in *1 WLR*, 1321 e ss. (1991).

(15) L'Arbitration Act del 1975, con il quale si è recepita nel Regno Unito la Convenzione di New York del 1975, alla section 7 (1) si definisce il « *Convention award come* »: « *an award made in pursuance of an arbitration agreement in the territory of a State, other than the United Kingdom, which is a party to the New York Convention ...* ».

(16) La section 5 (2) (f) dell'Arbitration Act del 1975 prevede che:

« *Enforcement of a Convention award may be refused if the person against whom it is invoked proves — ... (e) that the composition of the arbitral authority or the arbitral procedure was not in accordance with the agreement of the parties or, failing such agreement, with the law of the country where the arbitration took place; or (f) that the award has not*

Come già rilevato tali pronunce sono state oggetto di molte critiche da parte della dottrina<sup>(17)</sup>.

Attualmente il problema sembrerebbe superato nel Regno Unito. L'Arbitration Act del 1996, infatti, nel definire la sede dell'arbitrato espressamente prevede che per tale si debba considerare « *the Juridical seat of the arbitration...* »<sup>(18)</sup>.

Anche in Italia il problema, sulla base della legge n. 25/1994, non sussiste in quanto con tale legge si è dato ampio risalto all'importanza della sede arbitrale. Quanto, in particolare all'impugnazione per nullità del lodo, l'art. 828 c.p.c. — così come attualmente modificato — prevede che debba essere proposta dinanzi « ... alla corte d'appello nella cui circoscrizione è la sede dell'arbitrato »<sup>(19)</sup>.

In ultimo appare opportuno menzionare il regolamento arbitrale CCI che, all'art. 16.4, prevede che « *The award shall be made at the place of the arbitration* ».

Questa costituisce una ulteriore conferma dell'ormai consolidato orientamento, nell'ambito internazionale, mirante ad attribuire rilevanza non tanto al luogo in cui il lodo è stato materialmente sottoscritto quanto alla sede dell'arbitrato.

ANDREA BANDINI

*yet become binding on the parties, or has been set aside or suspended by a competent authority of the country in which, or under the law of which, it was made.*

(17) Tali pronunce sono state fortemente criticate dalla maggior parte della dottrina: RAYMOND, *Where is an arbitral award made?*, in LQR, 1992, 1 e ss.; VAN DEN BERG, in *Yearbook Commercial Arbitration*, 1994, 483. Le critiche sul caso Hiscox hanno avuto per oggetto sia la decisione di ritenere il lodo reso nel luogo dove è stato materialmente firmato, sia quella di utilizzare una disposizione riguardante il riconoscimento e l'esecuzione dei lodi stranieri — quale la sect. 5 (2) (f) dell'*Arbitration Act* del 1975 — per individuare il giudice dell'impugnazione, svolgendo così la *ratio* e gli scopi.

(18) L'*Arbitration Act* del 1996, alla section 3 prevede:

*In this Part "the seat of the arbitration" means the juridical seat of the arbitration designated:*

(a) *by the parties to the arbitration in agreement, or*

(b) *by any arbitral or other institution or person vested by the parties with powers in that regard, or*

(c) *by the arbitral tribunal if so authorized by the parties, or determined, in absence of any such designation, having regard to the parties' agreement and all the relevant circumstances.*

(19) Prima della riforma, l'art. 828 c.p.c. individuava quale giudice competente per l'impugnazione per nullità quello del luogo in cui la sentenza era stata depositata. Per approfondimenti: GIARDINA, *La legge n. 25 del 1994 e l'arbitrato internazionale*, in questa Rivista, 1994, 257 ss.; BRUGLIO - FAZZALARI - MARINCO, *La nuova disciplina dell'arbitrato*. Commentario, Milano, 1994.

Sente

CORTE  
gi  
si

Sesta d  
Pr  
zi

Le  
quelle  
Consigli  
zioni di  
delle p  
sede de  
La  
trato, b  
abitual  
sona, l  
getto la  
equitati

M  
cancell  
Neustat  
Trattato  
e), terz  
in mate  
poste si  
imponi

2.  
Hoffma  
dell'im

3.